



PressMob

Édition écrite



CRNV

ACCÉLÉRER L'INCOMPRÉHENSION ET LA CONFUSION CLIMATIQUE LOCALE

Jacques Benoit et Marc Brullemans
Co-rédacteurs du Plan de la DUC
Membres de GMob

Les élections fédérales sont maintenant derrière nous, et si les résultats en ont surpris plusieurs, le nouveau gouvernement, oppositions incluses, ne nous surprendra pas: il ne prendra pas la mesure du réchauffement planétaire et des crises qui s'ensuivent... jusqu'à ce que celles-ci nous rattrapent.

Certain.e.s se tournent maintenant vers les élections municipales qui auront lieu dans un peu plus de six mois. La dernière fois, beaucoup avaient voté et élu de nouvelles personnes, espérant une plus grande conscience des enjeux qui nous menacent.

Quatre ans plus tard, les déceptions sont nombreuses: de la part d'élu.e.s [qui ont écrit aux partis politiques lors de l'élection fédérale](#), mais aussi de la part de la population qui s'est vue trahie par des promesses vertes non tenues. L'exemple type est celui de la mairesse de Longueuil, qui appelait récemment à "notre devoir d'agir et notre responsabilité collective" [suite à des extrêmes météos s'étant abattus sur sa ville](#), tout en faisant la promotion de l'expansion de l'aéroport de Saint-Hubert, une infrastructure qui aggrave le réchauffement climatique causant ces extrêmes météos.

Alors, à quoi pouvons-nous nous attendre dans l'année "municipale" qui vient?

Le 20 avril dernier, Radio-Canada annonçait « [Bientôt un plan climatique dans la région de Bécancour](#) ».

Le plan en question découle du programme "Accélérons la transition climatique locale" annoncé l'an dernier par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCCFP), Benoît Charette. Le ministre avait mentionné que son gouvernement verserait jusqu'à 500 M\$ aux municipalités participantes.

Et sans doute pour accélérer la démarche :

- le ministre en avait fait l'annonce [en début février](#),
- les municipalités (ou MRC) devaient acheminer leur intention d'engagement au plus tard le 15 mars par courriel, et
- l'aide financière serait versée aux bénéficiaires au plus tard le 31 mars 2024.

Le tout, en un mois et demi ! Après quoi, l'élaboration ou la mise à jour de leur plan climat pourrait débuter.

Urgence climatique? Ou urgence de vider les tiroirs avant la fin de l'année financière ?

À la page 6 du [Guide d'élaboration d'un plan climat](#), sur la définition des objectifs, on pouvait lire :

« Si les élus de l'organisme se sont déjà engagés publiquement pour la lutte contre les changements climatiques, par exemple en adhérant à la **Déclaration d'urgence climatique**, les objectifs devraient être cohérents avec les engagements déjà existants. »

Mais le guide ne facilitait en rien cette cohérence, puisqu'aucun lien ne conduisait à la [Déclaration d'urgence climatique - DUC](#).

Le guide ne faisait pas plus référence au [Plan de la DUC](#), publié en mars 2021 et transmis à toutes les municipalités. Ce plan, qui est la suite logique de la DUC, énonce les actions à entreprendre : 98 pour les gouvernements fédéral et provincial, 53 pour les municipalités et 59 pour les citoyen.ne.s, pour un total de 210 mesures réparties dans onze chantiers. Ce plan a fait le sujet de 15 articles hebdomadaires consécutifs, entre autres dans les [Coops de l'Information au printemps 2021](#).

Le guide gouvernemental ne référait pas non plus au document « [LAST CALL CLIMATIQUE - Pour une mobilisation vitale](#) », publié à la fin août 2021, qui avisait des dangers croissants de tout délai, ou d'action non globale ou incomplète.

Cependant, sachant que l'élaboration du "plan climat local", sa planification et sa mise en œuvre devaient être approuvées par le MELCCFP, et sous la responsabilité du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), on comprend mieux que le gouvernement voulait s'assurer que l'action reste au niveau « local »! [L'exemple de la démarche de participation publique à Trois-Rivières](#) montre bien la limite tolérée.

Suivant [la liste des 101 municipalités – MRC](#) ayant signifié leur intention, le montant total versé par le gouvernement atteint 127 734 500 \$, soit en moyenne 1 264 698 \$ par plan climat. Les villes et MRC

devraient rendre leurs plans publics dans les prochains mois. Certain.e.s l'utiliseront aux élections municipales de l'automne comme faisant partie de leurs réalisations, voire de leurs prochaines politiques.

Malheureusement, si leurs plans climatiques ne tiennent pas compte des divers niveaux de responsabilités, incluant le fédéral et le provincial, si les mesures prévues ne sont pas à la hauteur des défis qui sont à notre porte, si les actions visent à [ne pas nuire au développement économique](#) qui nous a conduits au précipice actuel, alors cet exercice n'aura servi qu'à augmenter le déficit budgétaire provincial, sans possibilité de réduire nos émissions de gaz à effet de serre.

Au moment où le monde est entièrement bouleversé par [l'irresponsabilité américaine](#), la campagne électorale fédérale n'a parlé que de fossiles, de pipeline transcanadien, de corridor énergétique, d'exploitation de ressources et de nouveaux marchés. Pour sa part, le gouvernement Legault additionne les tourbières sacrifiées et un troisième lien supposément pour notre bien. Alors que les scientifiques ne cessent [de nous alerter sur les impacts de notre inaction](#), nos dirigeant.e.s ne nous amènent vraiment pas dans la bonne direction.

Dans une récente entrevue radiophonique, une mairesse signataire de la lettre des élu.e.s municipaux disait que « le fédéral a l'argent, le provincial a le pouvoir et les municipalités ont les responsabilités ».

Mais où est le plan? 101 mini-plans locaux ne font pas un plan global, mais peuvent accélérer localement l'incompréhension et la confusion climatique!

Nous avons un tel plan global: le plan de la DUC, où tous les paliers gouvernementaux sont impliqués ensemble, et avec les citoyen.ne.s, dans une même optique, dans un même plan, chacun **selon** son niveau. Et il n'a jamais été aussi urgent de le mettre en place !

Et qu'on cesse de nous parler et de se gargariser avec l'adaptation climatique.

"La première adaptation, c'est limiter la cause!"